

Gorbatchevtchina : les manifestations de Leningrad et leurs échos

À la fin du mois d'octobre 1986, un groupe de défense de l'environnement urbain s'était constitué à Leningrad pour manifester l'opposition de la population des vieux quartiers aux plans d'urbanisation sauvage imposés par la municipalité. Des jeunes de tous horizons se réunissaient quotidiennement devant la maison de Delvig, un poète et publiciste qui fut l'ami de Pouchkine. Cette maison était en effet promise à la démolition pour cause de «vétusté». Les jeunes avaient couvert ses murs de graffitis, du poème de Pouchkine et l'invectives contre les architectes qui cautionnaient la disparition d'une demeure historique.

La manifestation du 18 mars 1987, sur le parvis de la cathédrale Saint-Isaac (voir photo ci-dessous), a réuni environ deux cents personnes par un froid de moins quinze degrés. Aucun rassemblement hors-parti d'une telle ampleur n'avait été toléré dans cette ville depuis 1921. Les manifestants protestaient ici contre la destruction du vieil Hôtel Angleterre et mettaient en cause la direction du soviet municipal, coupable à leurs yeux de chercher à défigurer le centre historique de l'ancienne Saint-Pétersbourg à grands coups de rénovations superflues. La destruction de l'édifice, protégée par la milice, durera jusqu'au 23 mars.

La démolition a nécessité la concentration rapide de gros moyens techniques et fut entreprise dès l'annonce publique du rachat de l'emplacement par une société mixte à capitaux finnois et soviétiques qui se propose d'y bâtir un hôtel luxueux et ultramoderne pour touristes étrangers. Une telle rapidité d'exécution n'est pas dans les habitudes soviétiques; elle ajoute à la stupeur qu'avait provoquée la nouvelle.

Faisant face au non moins historique Hôtel Astoria, lui aussi en cours de rénovation, l'Hôtel Angleterre est cher au cour de tout Russe cultivé: le poète Sergueï Essenine s'y pendit dans sa chambre dans la nuit du 28 décembre 1925, à l'âge de trente ans.

Devant l'ampleur de l'émotion suscitée et la vigueur de la mobilisation des habitants des vieux quartiers, la municipalité a promis de conserver la façade d'origine du bâtiment.

Au lendemain de la première manifestation de protestation, une «société indépendante de protection des monuments historiques» a été créée par les éléments les plus déterminés, au grand dam des bureaucrates et académiciens du VOOPIK, l'organisme chargé de répertorier et protéger les mouvements historiques. Au fil des mois suivants, cette société a étendu son activité à l'examen de la protection de l'environnement écologique et fusionné avec divers autres groupes «spontanés». Début avril, elle prenait le nom de «soviet socio-culturel indépendant»; en mai, neuf associations non officielles de Leningrad se regroupaient sous un nouveau sigle: *Épicentre*, mouvement culturel démocratique.

Concurrente locale de la société Pamyat (Mémoire) de Moscou, *Épicentre* a pris une orientation nettement moins droitière et chauvine. Ce qui embarrasse fort l'appareil stalinien. Sa fondation a été annoncée officiellement et l'exposé des tâches qu'elle se donne a provoqué de vives polémiques entre journalistes et représentants des institutions dénoncées par *Épicentre*.

Le débat public est ouvert par le commentaire de la manifestation du 21 mars paru dans la *Literatournaïa Gazeta* du 25 mars sous le titre: «De l'utilité de la glasnost». Commentaire sur deux longues colonnes, qui ne sous-estime pas le nombre des manifestants, confirme qu'un meeting de protestation a été tenu sur place durant deux heures pendant

que les pelleteuses et les bulldozers achevaient la démolition. Des jeunes komsomols, poursuit l'article, ont convaincu les manifestants de se réunir sur le champ dans la grande salle de la maison de la culture la plus proche et d'y attendre la venue du vice-président du comité exécutif du soviet municipal B.A. Sourovtssev, accompagné des architectes responsables du projet du nouvel hôtel et du réaménagement du centre ville. Plus de six cents personnes se sont massées dans et devant la salle; Sourovtssev s'est présenté au bout de trois heures et de nombreux intervenants ont exigé des explications et des garanties. L'article nous apprend, en outre, que l'hôtel était fermé depuis deux ans et devait être restauré, que les premières rumeurs concernant sa démolition ont circulé le 13 mars, que des membres d'un «soviet indépendant pour l'écologie et la culture» ont rencontré ce jour-là le premier adjoint du chef de la direction générale de la culture auprès du comité exécutif de la ville et que ce bureaucrate a assuré que l'hôtel ne serait en aucun cas abattu.

Admettant que la perspective d'une démolition ne faisait pourtant aucun doute, le journaliste raconte que les jeunes gens établissent des piquets de vigilance devant le bâtiment pour en interdire l'accès aux engins, que les miliciens envoyés pour disperser ces piquets choisirent de se limiter à la stricte protection des véhicules qui entraient dans l'hôtel et qu'ils engagèrent même des conversations «amicales» avec les contestataires, lesquels faisaient signer des pétitions de protestation aux passants, en faisant valoir que ni le ministère de la Culture, ni le VOOPIK, ni l'Union des écrivains n'avaient été consultés par les dirigeants du soviet municipal.

Nous apprenons, également, que le mercredi 18 mars à 15h la milice a «repoussé» les piquets «sans frapper personne», que toutefois plusieurs personnes sont alors «tombées» et que l'un des dirigeants du soviet indépendant a été arrêté quelques heures puis relâché, que les manifestants ont ensuite été

tenus à distance des miliciens par des «Droujiniki» («volontaires» du maintien de l'ordre). Ici, le journaliste déplore la présence parmi les «manifestants de bonne foi» d'«éléments vindicatifs» attirés par l'occasion de «faire du scandale», «venus pour crier des slogans démagogiques» et «propager des bruits alarmistes». Enfin, il rapporte qu'au cours du meeting tenu le 21 mars la majorité des personnes présentes s'est prononcée pour la reconstitution de l'ancienne chambre n°5 dans la nouvelle bâtisse et a souhaité qu'il y soit aménagé un petit musée à la mémoire d'Essenine.

Dès le 30 mars, l'affaire est à nouveau mentionnée dans le quotidien local *Vetcherny Leningrad*. À nouveau est fait l'éloge des jeunes gens qui ont obligé les organismes municipaux ou d'État à se remettre en question... Le journal relate la tenue d'une première «conférence constitutive» du nouveau soviet indépendant, les propositions des membres de ce groupe de travailler gratuitement à la restauration de diverses maisons anciennes qui menacent de s'écrouler, et la décision d'établir un plan de la ville mentionnant tous les monuments historiques non répertoriés et susceptibles d'être rasés sans consultation de la population. Le journaliste constate que les groupes n'ont pas de statut officiel et n'ont pas abordé le problème de leurs rapports ultérieurs avec les instances officielles, qu'il est vraisemblable qu'ils ne veulent pas entrer en contact avec le VOOPIK voyant dans cette indépendance la garantie de leur liberté d'action. Ils les accusent de faire preuve «d'arrogance juvénile», de professer un «culte infantile des grandes phrases», de tenir des meetings et de faire des coups d'éclat. Enfin, il s'en prend à l'intransigeance du leader Alexeï Kovalev sans rappeler qu'il fut la seule personne arrêtée le 18 mars.

Les événements de la place Saint-Isaac seront commentés aussi dans le quotidien national *Izvestia*: dans un article du 27 mars de sept demi-colonnes portant le sous-titre «Apprendre la démocratie» et dans un second article du 9 avril, dus tous les

deux au même journaliste. Même son de cloche que dans la *Literatournaïa Gazeta*. On apprend en outre que la maison de Dostoïevski, fermée depuis plusieurs années pour restauration, menace de s'effondrer; les autorités ont par contre promis la restauration de la maison de Delvig; des centaines de Leningradiens ont envoyé des télégrammes au ministère de la Culture de l'URSS à propos de la déplorable situation des monuments de leur ville sans obtenir la moindre réponse. Le journaliste se demande pourquoi les responsables de la municipalité adoptent un comportement aussi sottement provocateur vis-à-vis de citoyens rendus méfiants par l'évident laisser-aller des fonctionnaires chargés de protéger les monuments. Fonctionnaires qu'il accuse aussi d'avoir refusé de le recevoir... et d'avoir fait détruire une ancienne maison de plus, sise 22, rue Gogol, au moment même où ils promettaient de conserver la façade de l'hôtel.

Le 5 avril, l'académicien Piotrovski intervient dans *Smena* pour défendre le VOOPIK et condamner les «gesticulations inconsidérées de la jeunesse». La semaine suivante, le journaliste qui avait publié le premier article dans la *Literatournaïa Gazeta* lui répond dans *Smena* et justifie à nouveau les manifestants et critique le vieil appareil «encrassé» du VOOPIK ainsi que les architectes influencés par le mauvais goût de la bourgeoisie marchande du début du XX^e siècle et qui restent insensibles à la nudité du classicisme du XVIII^e. Dans *Smena* du 24 avril, c'est la secrétaire de «Sauvegarde», l'un des groupes fondateurs du soviet indépendant, T. Likhatiova qui raconte elle-même l'histoire de la naissance du mouvement.

Enfin, dans les *Izvestia* du 25 avril paraît un compte rendu détaillé de la séance du 13 avril du bureau du comité de district du parti de Leningrad consacrée à l'«affaire des monuments historiques» et intitulé «Difficiles Adieux au passé». L'article met en cause les «méthodes de travail des camarades responsables du destin de la ville de Lénine».

Souhaitant probablement récupérer à son profit le mécontentement et limiter l'activité des éléments antiparti, le département à la propagande et à l'agitation s'en prend avec virulence aux «méthodes passéistes et bureaucratiques des camarades du secrétariat de l'industrie du bâtiment», et fait le procès du mensonge administratif. On croit rêver!

Mais soudain, l'appareil fait marche arrière et lance une campagne de critique contre le groupe indépendant, désormais désigné le plus souvent par le mot soviét placé entre guillemets. L'article le plus détaillé sort le 5 mai dans *Vetcherny Leningrad*, sur une pleine page. Le plumitif tombe à bras raccourcis sur les leaders d'*Épicentre*, coupables de «subjectivisme politique»: «Qu'est-ce que c'est que ce Mouvement culturel démocratique? Personne n'en sait rien, personne ne l'a vu, il n'existe pas. Quelques démagogues manipulent de grands mots vides, se grisent de propos humanistes, se livrent à de pures spéculations intellectuelles ne reposant sur aucune analyse scientifique du processus social concret en cours dans notre société. (...) Ils veulent s'ériger en nouvelle autorité morale pour légiférer à la place des représentants élus du peuple et réglementer la vie publique dans notre ville. (...) Comment se fait-il qu'ils aient refusé de travailler avec le Komsomol? Est-ce que Kovalev, lui-même jeune communiste, veut ignorer les changements intervenus au 20^e congrès de son organisation? (...) Voilà des gens qui n'ont ni plateforme organisationnelle ni programme. (...) Qu'ils le veuillent ou non il faudra bien un jour se placer sous une autorité étrangère, pour disposer de possibilités d'action concrètes.

» Ne croyez pas pourtant pas que ce "soviét" agisse à l'aveuglette, au contraire, tous ses actes ont une logique visant au succès de ses buts ultimes: échapper à tout contrôle et élargir son action pour continuer à lutter sur tous les terrains contre le comité exécutif du soviét municipal. (...) Ils continuent à récolter des signatures sur la place Saint-

Isaac pour exiger qu'une commission examine le bien fondé de la démolition de l'Hôtel Angleterre. (...) Ils se sont mis à diffuser des questionnaires dans lesquels les Leningradiens sont invités à dire s'ils sont satisfaits de leur travail, de leurs conditions de logement, s'ils voteront à nouveau pour la direction actuelle de la municipalité. (...) Voilà ce que Kovalev appelle "stimuler la situation". En d'autres termes, il avoue qu'il est obligé d'attirer sans cesse l'attention du public sous peine de voir son groupe disparaître. (...) Ils jonglent avec la phraséologie démocratique et les formules juridiques pour tenter de légaliser ce qui est illégal. Ils passent ainsi leur temps à écrire des dénonciations à la procureure de la R.S.F.S.R. pour exiger de bénéficier de droits particuliers. (...) Les leaders de ce "soviet" ne pourront guère aller très loin, puisque les masses persistent à ignorer leur agitation.»

N'en déplaise à ce représentant de l'ordre, le mouvement continuera de plus belle tout l'été. *Épicentre* annonce la publication d'un bulletin mensuel d'informations et organise une nouvelle manifestation devant deux maisons de la rue Bolchaïa Raznotchinnaïa promises à la démolition: le 21 septembre des piquets sont placés pour empêcher l'accès des maisons aux démolisseurs, le 22 au soir deux représentants du groupe parlent à la télévision régionale et, le 23 au matin une foule compacte se presse pour voir les maisons. De nombreuses pancartes sont brandies, la milice intervient pour les arracher. Finalement, l'administration semble céder et fait emporter les engins. Le 30 septembre, on apprend qu'une des maisons a été abattue; de nouveaux piquets sont mis en place dans la rue le 3 octobre.

Épicentre a diffusé depuis quatre numéros d'un organe indépendant intitulé «Mercure». Si le premier numéro était une maigre feuille d'information de six feuillets ronéotés, le troisième atteignait déjà trente et une pages d'articles protestant contre diverses atteintes à l'équilibre écologique

de la région ainsi qu'un papier de l'astronome Alexandre Tron critiquant la fermeture de certains secteurs des bibliothèques publiques et l'impossibilité pour le lecteur moyen de consulter les livres de son choix ¹Article traduit in extenso dans *Continent*, n°1. Précisons que, contrairement aux indications données par cette revue, l'article d'A. Tron est paru dans *Mercure* à Leningrad et non dans *Glasnost*, le périodique de la dissidence moscovite..

* * * *

Dans la même semaine, un groupe d'études sociales nommé Adelaïde a essayé de se faire enregistrer auprès du comité de ville de la Jeunesse communiste. Les bureaucrates ont demandé aux représentants de cette association de donner le maximum d'informations sur leurs activités, en particulier sur ce qu'ils entendent publier, de donner le nom de tous les participants aux rencontres, le contenu des conversations, délibérations, etc. Exigences qui ont été repoussées par les membres du groupe qui ont rappelé qu'elles contrevenaient aux dispositions de l'article 50 de la Constitution de l'URSS qui garantit la liberté d'expression, de presse, de réunion, défilé et manifestation de rue.